

GUATEMALA - ETABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE LISTE LXXXVIII

Prorogation de délai

Décision du 13 décembre 1995<sup>1</sup>

Considérant que les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947, par Décision du 26 janvier 1994<sup>2</sup>, ont suspendu l'application des dispositions de l'article II du GATT de 1947 dans la mesure nécessaire pour permettre au gouvernement guatémaltèque d'achever la transposition, dans la nomenclature du Système harmonisé, des concessions reprises dans la Liste LXXXVIII;

Notant que, par Décisions successives, la validité de la dérogation accordée au Guatemala a été prorogée jusqu'au 31 décembre 1995<sup>3</sup>;

Tenant compte du fait que le nouveau tarif douanier du Guatemala, fondé sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, est entré en vigueur le 1er mars 1993 et remplace la Nomenclature tarifaire uniforme centraméricaine;

Considérant que la note relative au paragraphe 1 b) iii) de la section concernant le GATT de 1994 de l'Annexe IA de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce prévoit que la Conférence ministérielle établira à sa première session une liste révisée des dérogations accordées au titre de l'article XXV du GATT de 1947 et encore en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC;

Considérant que, par Décision du 31 janvier 1995<sup>4</sup>, le Conseil général a établi une liste des dérogations en application lors de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, qui comprenait la dérogation accordée au Guatemala pour l'établissement d'une nouvelle Liste LXXXVIII;

Considérant que le paragraphe 2 du Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 prévoit que toute dérogation en application à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC prendra fin, à moins qu'elle ne soit prorogée conformément aux procédures énoncées au paragraphe 1 dudit mémorandum d'accord et à celles de l'article IX de l'Accord sur l'OMC, à la date de son expiration ou deux ans après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, si ce délai est plus court;

./.

---

<sup>1</sup>Adoptée conformément aux procédures de prise de décisions de l'OMC au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC approuvées par le Conseil général (WT/L/93).

<sup>2</sup>L/7405.

<sup>3</sup>WT/L/81.

<sup>4</sup>WT/L/3 + Corr.1.

Considérant que, afin de mener à bien les procédures établies par la Décision du Conseil du 12 juillet 1983 pour la rectification et la renégociation des listes de concessions négociées au GATT dans le contexte du Système harmonisé et de procéder à des consultations conformément aux dispositions de l'article XXVIII - et compte tenu du fait que la documentation requise pour ces consultations a été communiquée et va être distribuée sous couvert du document G/SECRET/HS/7 -, le gouvernement guatémaltèque, ayant satisfait aux prescriptions énoncées au paragraphe 1 du Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994, a de nouveau demandé à être relevé, jusqu'au 30 juin 1996<sup>5</sup>, des obligations qu'il a contractées au titre de l'article II du GATT de 1994;

Le Conseil général, agissant conformément aux dispositions de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

Décide, compte tenu des circonstances exceptionnelles exposées ci-dessus, de proroger jusqu'au 30 juin 1996 la dérogation accordée au Guatemala par Décision du 26 janvier 1994.

---

<sup>5</sup>G/L/44.